

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2022.

Art. 4. Het Collegelid bevoegd voor Gezondheid wordt belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 2 december 2021.

Voor wege het college:

B. TRACHTE,
Voorzitster en lid van het College,
Belast met het Gezinsbeleid

A. MARON,
Collegelid,
Belast met Welzijn en Gezondheid

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/34333]

2 DECEMBRE 2021. — Arrêté 2021/901 du collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 2011/183 du collège de la Commission communautaire française du 22 septembre 2011 portant sur la programmation des services ambulatoires « action sociale et famille » et « santé » du collège de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission Communautaire Française du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé, l'article 32 ;

Vu l'arrêté 2011/183 du Collège de la Commission Communautaire Française du 22 septembre 2011 portant sur la programmation des Services ambulatoires « Action sociale et Famille » et « Santé » du Collège de la Commission Communautaire Française ;

Vu les avis du Conseil Consultatif Bruxellois Francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé « Section Services Ambulatoires » et « Section Aide et soins à domicile », donnés les 17 juin 2021 et 9 septembre 2021.

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 juin 2021 ;

Vu l'accord de la Membre du Collège, chargée du Budget, donné le 1 juillet 2021 ;

Vu l'avis du comité ministériel en application de l'article 14 de l'accord de coopération cadre entre la Communauté française, la région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matière donné 23 septembre 2021 ;

Vu l'avis de l'organe de concertation en application de l'article 14 de l'accord de coopération cadre entre la Communauté française, la région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matière donné le 23 septembre 2021 ;

Vu l'avis 70.202/4 du Conseil d'État, donné le 10 novembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes, sur base de l'article 3, alinéa 1, 2^o du décret du 21 juin 2013 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Commission communautaire française établi le 17 novembre 2021 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation des personnes handicapées, sur base de l'article 4, § 3 du décret de la Commission communautaire française du 15 décembre 2016 portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission communautaire française établi le 17 novembre 2021 ;

CONSIDERANT

que l'arrêté du Collège de la Commission Communautaire Française du 4 juin 2009 portant application du décret du 5 mars 2009 indique en son article 3 que le Collège adopte un arrêté de programmation fixant le nombre de services ambulatoires agréés et agréables, et ce par secteur ;

CONSIDERANT

que dans la déclaration de politique générale du Collège de la Commission Communautaire Française 2019-2024, le gouvernement entend garantir un accès universel aux services de santé notamment via le développement de la fonction 0.5 qui sera intégrée dans la réforme des services ambulatoires dans le cadre de la CIM Social-Santé. Les réflexions menées sur la première ligne de soins et l'accès aux soins sont essentiels. Les services de santé mentale, le réseau de médecins généralistes et notamment les maisons médicales feront partie intégrante de la solution ;

CONSIDERANT

que le Rapport de l'Observatoire de la Santé et du Social de Bruxelles-Capitale fait état de l'accroissement de la pauvreté à Bruxelles et de la difficulté des publics précarisés à accéder à des soins de santé de qualité et abordable financièrement ;

CONSIDERANT

que le développement des soins de santé primaires permet de réduire les inégalités sociales en matière de santé, que l'accès aux soins de santé est un droit humain fondamental et qu'il convient de garantir à la population bruxelloise un accès au secteur des maisons médicales et de réduire ainsi les inégalités en matière de santé ;

CONSIDERANT

Que les besoins de prise en charge et d'accompagnement en santé mentale des Bruxellois.e.s ont explosé durant cette crise sanitaire et qu'il y a donc lieu de renforcer l'offre en agréant au moins un nouveau service de santé mentale principalement sur un territoire où l'offre en santé mentale est peu présente ;

CONSIDERANT

que le besoin d'un point d'accès à du matériel stérile d'injection et à des accompagnements psychomédicosociaux dans le centre de Bruxelles est évoqué depuis de nombreuses années et que la crise du COVID-19 a vu l'émergence d'un tel projet qui répond à des besoins en constante augmentation ;

CONSIDERANT

que le budget 2021 et son cahier justificatif prévoit une augmentation de son crédit engagement de 306.000 € pour soutenir les maisons médicales ; en plus d'une augmentation à concurrence de 187.000 €, est demandée dans le cadre de l'élaboration du budget 2022

CONSIDERANT

que le budget 2021 et son cahier justificatif ne prévoit pas d'augmentation du crédit d'engagement affecté aux services de santé mentale et qu'une augmentation de celui-ci, à concurrence de 352.000 €, est demandée dans le cadre de l'élaboration du budget 2022 ;

CONSIDERANT

que le budget 2021 et son cahier justificatif ne prévoit pas d'augmentation du crédit d'engagement affecté aux services actifs en matière de toxicomanies et qu'une augmentation de celui-ci, à concurrence de 412.000 €, est demandée dans le cadre de l'élaboration du budget 2022 ;

Après délibération,

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Santé et de l'Action sociale et de la Membre du Collège chargée de la Famille,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. A l'article 2, de l'arrêté 2011/183 du Collège de la Commission Communautaire Française du 22 septembre 2011 portant sur la programmation des Services ambulatoires « Action sociale et Famille » et « Santé » du Collège de la Commission Communautaire Française, modifié par l'arrêté du Collège de la Commission Communautaire Française du 7 juin 2012, 27 mars 2014, 19 mai 2016, 20 septembre 2018 et le 10 décembre 2020 les mots :

« Secteur de la santé mentale (SSM) : 22 » sont remplacés par les mots : « Secteur de la santé mentale (SSM) : 23 »

« Secteur des maisons médicales (MM) : 42 » sont remplacés par les mots : « Secteur des maisons médicales (MM) : 50 ».

« Secteur de la toxicomanie (TOX) : 15 » sont remplacés par les mots : « Secteur de la toxicomanie (TOX) : 16 ».

Art. 3. Le Membre du Collège qui a la Santé et l'Action sociale dans ses attributions et la Membre du Collège qui a la Famille dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 2 décembre 2021.

Par le Collège :

A. MARON,

Membre du Collège chargé de l'Action sociale Et de la Santé

B. TRACHTE,

Présidente du Collège chargée de la Famille

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/34333]

2 DECEMBER 2021. — Besluit 2021/901 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 2011/183 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 september 2011 houdende programmering van ambulante diensten "sociale actie en gezin" en "gezondheid" van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid, artikel 32;

Gelet op het besluit 2011/183 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 september 2011 houdende programmering van ambulante diensten "sociale actie en gezin" en "gezondheid" van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de adviezen van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid "Afdeling Ambulante diensten" en "Afdeling Thuishulp en -verpleging", gegeven op 17 juni 2021 en 9 september 2021;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 juni 2021;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met Begroting, gegeven op 1 juli 2021;

Gelet op het advies van het Ministerieel Comité met toepassing van artikel 14 van het kadersamenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het intra-Franstalig overleg op het vlak van gezondheidszorg en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke beginselen hieromtrent, gegeven op 23 september 2021;

Gelet op het advies van het overlegorgaan met toepassing van artikel 14 van het kadersamenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het intra-Franstalig overleg op het vlak van gezondheidszorg en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke beginselen hieromtrent, gegeven op 23 september 2021;

Gelet op het advies 70.202/4 van de Raad van State, gegeven op 10 november 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van het ontwerp op de respectieve situatie van vrouwen en mannen, op basis van artikel 3, eerste lid, 2°, van het decreet van 21 juni 2013 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie, opgesteld op 17 november 2021;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van het ontwerp op de situatie van personen met een handicap, op basis van artikel 4, § 3, van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 15 december 2016 betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie, opgesteld op 17 november 2021;

OVERWEGENDE

dat het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juni 2009 houdende toepassing van het decreet van 5 maart 2009 in artikel 3 vermeldt dat het College een programmeringsbesluit aanneemt waarin het aantal ambulante diensten die erkend zijn of erkend kunnen worden, wordt vastgesteld, en dit per sector;

OVERWEGENDE

dat in de algemene beleidsverklaring van het College van de Franse Gemeenschapscommissie 2019-2024, de regering de universele toegang tot gezondheidsdiensten wil garanderen, met name door de ontwikkeling van de 0.5-functie, die zal worden opgenomen in de hervorming van de ambulante diensten in het kader van de IMC Welzijn-Gezondheid; denkoefeningen over de eerstelijnszorg en de toegang tot de gezondheidszorg essentieel zijn; de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, het netwerk van huisartsen en met name de medische huizen integraal deel uitmaken van de oplossing;

OVERWEGENDE

dat het verslag van het Observatorium voor Gezondheid en Welzijn van Brussel-Hoofdstad gewag maakt van de toename van de armoede in Brussel en van de moeilijkheden van de kansarme groepen om toegang te krijgen tot kwalitatieve en betaalbare gezondheidszorg;

OVERWEGENDE

dat de ontwikkeling van de primaire gezondheidszorgen het mogelijk maakt om de sociale ongelijkheden op gezondheidsvlak te beperken, dat de toegang tot gezondheidszorg een fundamenteel mensenrecht is en dat daarom aan de Brusselse bevolking toegang gegarandeerd moet worden tot de sector van de medische huizen om zo de ongelijkheden inzake gezondheid te verminderen;

OVERWEGENDE

dat de behoeften van de Brusselaars inzake behandeling en begeleiding op het gebied van geestelijke gezondheidszorg explosief zijn toegenomen tijdens deze gezondheids crisis en dat het aanbod dus moet worden versterkt door ten minste één nieuwe dienst voor geestelijke gezondheidszorg te erkennen, hoofdzakelijk in een gebied waar er weinig voorzieningen voor geestelijke gezondheidszorg zijn;

OVERWEGENDE

dat er al vele jaren wordt gesproken over de behoefte aan een toegangspunt tot steriel injectiemateriaal en aan psycho-medisch-sociale begeleiding in het centrum van Brussel en dat de COVID-19-crisis heeft geleid tot het ontstaan van een dergelijk project dat beantwoordt aan steeds toenemende behoeften;

OVERWEGENDE

dat de begroting voor 2021 en het bijbehorende bewijsschrift voorzien in een verhoging van de vastleggingskredieten met 306.000 euro ter ondersteuning van de medische huizen; dat daarnaast in het kader van de voorbereiding van de begroting voor 2022 wordt verzocht om een verhoging met 187.000 euro;

OVERWEGENDE

dat de begroting voor 2021 en het bijbehorende bewijsschrift niet voorzien in een verhoging van de vastleggingskredieten voor de diensten voor geestelijke gezondheidszorg en dat in het kader van de voorbereiding van de begroting voor 2022 wordt verzocht om een verhoging met 352.000 euro;

OVERWEGENDE

dat de begroting voor 2021 en het bijbehorende bewijsschrift niet voorzien in een verhoging van de vastleggingskredieten voor de diensten die actief zijn op het vlak van verslavingen en dat in het kader van de voorbereiding van de begroting voor 2022 wordt verzocht om een verhoging met 412.000 euro;

Na beraadslaging,

Op voorstel van het Collegelid bevoegd voor Gezondheid en Welzijn en het Collegelid bevoegd voor Gezin,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 2 van het besluit 2011/183 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 september 2011 houdende programmering van ambulante diensten “sociale actie en gezin” en “gezondheid” van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 juni 2012, 27 maart 2014, 19 mei 2016, 20 september 2018 en 10 december 2020, worden de woorden:

“Sector geestelijke gezondheidszorg (GGZ) : 22” vervangen door de woorden: “Sector geestelijke gezondheidszorg (GGZ): 23”;

“Sector medische huizen (MH): 42” vervangen door de woorden: “Sector medische huizen (MH): 50”;

“Sector druggebruik : 15” vervangen door de woorden: “Sector druggebruik: 16”.

Art. 3. Het Collegelid bevoegd voor Gezondheid en Welzijn en het Collegelid bevoegd voor Gezin worden, ieder wat hen betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Opgemaakt te Brussel, op 2 december 2021.

Vanwege het college :

A. MARON,
Collegelid belast met Welzijn en Gezondheid

B. TRACHTE,
Voorzitster van het College belast met Gezin